

ACTION URGENTE

Chine : Action complémentaire : Un prisonnier d'opinion privé de contacts avec sa famille et de soins médicaux adaptés : Huang Qi

Huang Qi, fondateur et directeur de « 64 Tianwang », site Internet sichuanais consacré aux droits humains, n'a pas pu entrer en contact avec sa famille depuis 2020. Sa santé s'est nettement détériorée et risque de se dégrader encore. Selon certaines sources, il n'a pas eu accès à des soins médicaux adaptés depuis un certain temps, notamment pendant la période où la pandémie de COVID-19 s'est intensifiée en Chine. Il ne peut pas non plus accéder au compte sur lequel ses proches versent de l'argent pour qu'il puisse faire des achats en prison. Détenu depuis 2016, Huang Qi n'a pu voir sa mère qu'une seule fois, par appel vidéo, le 17 septembre 2020. Les autorités doivent veiller à ce qu'il ait immédiatement accès à des soins médicaux adaptés et lui permettre de parler avec sa famille et les avocats de son choix.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Director Su Yuanliang
Sichuan Bazhong Prison
9, Xiangjiazhui, Bazhou,
Bazhong shi, Sichuan sheng, 636005
Chine*

Monsieur le Directeur,

Je vous écris pour exprimer ma vive préoccupation au sujet de la santé et du bien-être de **Huang Qi** (黄琦), défenseur des droits humains qui purge actuellement une peine de 12 ans d'emprisonnement à la prison de Bazhong, au Sichuan, pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression. J'ai appris avec inquiétude que son état de santé s'est à nouveau dégradé et risque de s'aggraver encore. Les autorités pénitentiaires doivent veiller à ce qu'il ait immédiatement accès à des soins médicaux adaptés.

Il était déjà établi avant son incarcération que Huang Qi souffrait d'une maladie rénale chronique, d'hydrocéphalie et d'autres affections cardiaques et pulmonaires. Selon certaines sources, il n'a pas accès à des soins médicaux adaptés en prison. Il est par ailleurs regrettable qu'il ne puisse pas accéder au compte sur lequel ses proches versent de l'argent pour qu'il fasse des achats en prison.

J'ai également appris avec consternation que la mère de Huang Qi, Pu Wenqing, est actuellement surveillée de près et ne peut pas entrer en contact avec lui. Âgée de 89 ans, elle a demandé à plusieurs reprises aux autorités de la laisser rendre visite à son fils, mais n'a jamais obtenu gain de cause. Elle lui a parlé pour la dernière fois lors d'un appel vidéo le 17 septembre 2020. Sa propre santé se détériore rapidement et elle craint de ne pas pouvoir lui reparler avant de mourir.

Huang Qi n'aurait jamais dû passer un seul jour en prison pour avoir simplement exercé son droit à la liberté d'expression. Il doit être libéré immédiatement. Le nombre de décès parmi les militant-e-s chinois incarcérés, soit en détention, soit après une libération conditionnelle tardive pour raisons médicales, est en outre préoccupant. Par conséquent, dans l'attente de la libération de Huang Qi et afin que plus personne ne meure dans vos centres de détention, je vous prie instamment :

- ***de faire le nécessaire pour que Huang Qi bénéficie immédiatement et régulièrement de soins médicaux adaptés ;***
- ***de veiller à ce qu'il puisse avoir des contacts réguliers et sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix, et à ce qu'il ne soit ni torturé, ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements.***

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Huang Qi a créé « 64 Tianwang » avec son épouse de l'époque, Zeng Li, en 1998. Ce site Internet continue de publier des informations concernant les violations des droits humains sur lesquelles enquêtent des journalistes citoyen-ne-s en Chine. Huang Qi a été déclaré coupable de « divulgation intentionnelle de secrets d'État » (故意泄露国家秘密罪) et de « divulgation de secrets d'État à une entité étrangère » (为境外非法提供情报罪) par le tribunal populaire intermédiaire de la ville de Mianyang le 29 juillet 2019.

Huang Qi a été arrêté pour la première fois en 2016 et a signalé des mauvais traitements tout au long de sa détention. Le 23 octobre 2018, il a indiqué à son avocat que les médecins et les agents du centre de détention fournissaient de faux comptes rendus concernant sa tension artérielle et minimisaient la gravité de ses problèmes de santé. Auparavant, le 28 juillet 2017, Huang Qi a déclaré à son avocat qu'on l'avait forcé à rester debout pendant plusieurs heures d'affilée et que des policiers l'avaient interrogé et insulté à maintes reprises depuis son arrestation fin 2016. Le 3 novembre 2017, il a affirmé qu'il avait été frappé par d'autres détenus au centre de détention de la ville de Mianyang, dans la province du Sichuan, entre le 24 et le 26 octobre, et qu'au moins un des gardiens était au courant.

Au fil des ans, Huang Qi et d'autres personnes contribuant au site « 64 Tianwang » ont été arrêtés ou harcelés par les autorités chinoises à plusieurs reprises. Huang Qi a été jugé et condamné à une peine de prison deux fois. Il a d'abord été arrêté en juin 2000, à l'occasion du 11^e anniversaire de la répression de Tiananmen, avant d'être condamné à cinq ans d'emprisonnement en mai 2003 pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Puis il a été de nouveau emprisonné pendant trois ans après avoir dénoncé le scandale de la construction de bâtiments ne respectant pas les normes, à la suite du séisme qui a secoué le district de Wenchuan, au Sichuan, en 2008.

En outre, plusieurs avocats ayant travaillé sur le dossier de Huang Qi ont subi des actes de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités. Sui Muqing, avocat à Guangzhou, a été informé en février 2018 par le département provincial de la Justice du Guangdong qu'il était radié du barreau. Ayant défendu Huang Qi précédemment, il pense que cette sanction est liée au fait qu'il représente des défenseurs des droits humains. Un autre avocat de Huang Qi, Liu Zhengqing, a également été radié du barreau en janvier 2019.

Il est inquiétant de constater le nombre de décès parmi les militant-e-s chinois emprisonnés, soit en détention, soit après une libération conditionnelle tardive pour raisons médicales. En juillet 2017, le militant des droits humains et lauréat du prix Nobel de la paix Liu Xiaobo est mort en détention. Les autorités avaient refusé ses demandes et celles de sa famille pour qu'il puisse se rendre à l'étranger afin de traiter son cancer. La même année, l'écrivain chinois et détracteur du gouvernement Yang Tongyan (de son nom de plume Yang Tianshui) est décédé trois mois après sa libération conditionnelle pour raisons médicales et son opération d'une tumeur au cerveau. Cao Shunli, militante et chargée de campagne à Pékin, est morte en mars 2014 d'une défaillance organique après des mois passés en détention. Elle s'était vu refuser des soins médicaux adaptés pendant son séjour en prison.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais ou chinois
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 24 juin 2022
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Huang Qi (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/3107/2020/fr/>